

JURIDIQUE	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
	La sanction d'un dirigeant fautif dans le cadre d'une mise en liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif doit se déterminer selon le nombre et la gravité des fautes et non selon les revenus du dirigeant concerné	Cour de Cassation 01.10.2025 N° 23-12.234	
	Dans le cadre d'une procédure d'injonction de payer, la tentative de conciliation préalable ne s'impose pas	Cour de Cassation 25.09.2025 N° 25-70.013	
	La diffusion d'une balance comptable d'une entreprise X (où l'intéressé est salarié) à un futur associé au sein d'une nouvelle société ayant un objet connexe est qualifiée d'acte de concurrence déloyale	Cour de Cassation 24.09.2025 N° 24-12.078	
	Le locataire peut suspendre les loyers commerciaux sans mise en demeure à compter du jour où les locaux sont impropres à leur usage du fait du manquement du bailleur à ses obligations	Cour de Cassation 18.09.2025 N° 23-24.005	
	Le non respect de la procédure des conventions réglementées constitue un acte fautif pour le dirigeant	Cour de Cassation 17.09.2025 N° 23-20.052	
	Le locataire d'un bail commercial ne bénéficie pas d'un droit de préférence pour se porter acquéreur de l'immeuble vendu par le propriétaire lorsque le local loué ne constitue qu'une partie de l'immeuble vendu	Cour de Cassation 19.06.2025 N° 23-17.604	
	Les associés de Sarl bénéficient d'un droit d'agir autonome et distinct de celui de la Société : les actions peuvent donc être intentées de manière concomitante	Cour de Cassation 07.05.2025 N° 23-15.931	
	Le montant du dépôt de garantie est libre dans le cadre d'un bail commercial. Mais un intérêt doit être versé à partir d'un montant de plus de 3 mois de loyer.	Cour de Cassation 07.05.2025 N° 23-15.394	
	Pour recouvrer une créance au titre des dégradations locatives par un propriétaire bailleur, il faut engager une procédure au fond : l'injonction de payer n'est pas une procédure valable	Cour de Cassation 27.03.2025 N° 23-21.501	

	Le retard pour faire approuver les comptes d'une société n'est pas une infraction pénale	Cour de Cassation 12.02.2025 N° 23-86.857	
	Un report à nouveau ne peut être distribué aux associés que par une décision prise en assemblée approuvant les comptes de l'exercice	Cour de Cassation 12.02.2025 N° 23-11.410	
	Un document confidentiel peut, sous conditions, être produit en justice pour se défendre dans le cadre de la justification des faits avec une proportionnalité au regard du but poursuivi	Cour de Cassation 05.02.2025 N° 23-10953	

SOCIAL	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
	La réforme des retraites est mise en pause jusqu'en 2028	Loi 2025-1403 du 30.12.2025, Jo du 31.12.2025	
	La contribution sur les indemnités de rupture conventionnelle et de mise à la retraite passe à 40 % à partir de 2026	Loi 2025-1403 du 30.12.2025, Jo du 31.12.2025	
	La déduction de cotisations patronales sur les heures supplémentaires est étendue aux entreprises de plus de 250 salariés à partir de 2026	Loi 2025-1403 du 30.12.2025, Jo du 31.12.2025	
	Un médecin du travail peut constater l'incapacité d'un salarié à son poste à l'occasion d'un examen réalisé à l'initiative de l'employeur, même réalisé pendant une période de suspension de contrat et même si le salarié a produit de nouveaux arrêts de travail	Cour de Cassation 10.12.2025 N° 24-15.511	
	Lorsque le médecin du travail préconise de recourir au télétravail et en cas de refus du salarié de laisser visiter son domicile, l'employeur doit se tourner vers des systèmes déclaratifs pour vérifier que le lieu de travail présente les garanties exigées en matière de sécurité	Cour de Cassation 13.11.2025 N° 24-14.322	
	La fin d'un Cdd de remplacement doit faire l'objet d'une information ; s'il est attendu deux ans pour donner l'information que le salarié remplacé avait été licencié, le Cdd de remplacement était devenu un Cdi	Cour de Cassation 13.11.2025 N° 24-14.259	

	Un employeur n'a pas nécessairement à accorder le repos hebdomadaire au plus tard le jour qui suit une période de 6 jours de travail consécutifs (le droit au repos hebdomadaire est compatible avec un travail de 12 jours d'affilée)	Cour de Cassation 13.11.2025 N° 24-10.733	
	Les propos « choquants » (racistes, sexistes, homophobes) d'un directeur, même sur le ton de l'humour, justifient son renvoi immédiat	Cour de Cassation 05.11.2025 N° 24-11.048	
	Il n'est pas nécessaire de demander l'annulation d'une convention de rupture pour obtenir l'application des règles conventionnelles prévues par une rupture conventionnelle collective	Cour de Cassation 5.11.2025 N° 23-14.633	
	Dans les associations, il faut vérifier qui a la compétence dans les statuts pour signer une lettre de licenciement ; à défaut et en l'absence de délégation, une signature non autorisée d'une rupture conventionnelle n'est pas licite et est qualifiée sans cause réelle et sérieuse	Cour de Cassation 22.10.2025 N° 24-15.046	
	Si un salarié déclaré inapte considère que le poste proposé à titre de reclassement n'est pas compatible avec les préconisations du médecin du travail : il faut vérifier ce point avec ledit médecin avant toute procédure de licenciement	Cour de Cassation 22.10.2025 N° 24-14.641	
	Lorsque le délai de report des congés payés coïncide avec une période de travail, l'employeur ne peut invoquer l'extinction des droits que s'il justifie avoir accompli, en temps utile, les diligences afin d'assurer au salarié la possibilité d'exercer effectivement son droit à congés	Cour de Cassation 13.10.2025 N° 24-14.084	
	C'est la prescription de 5 ans qui s'applique pour la demande d'annulation d'un accord transactionnel	Cour de Cassation 8.10.2025 N° 23-23.501	
	En matière de recours à l'intérim, le surcroît temporaire d'activité ne correspond pas au remplacement d'un salarié absent	Cour de Cassation 08.10.2025 N° 24-17.425	
	Les télétravailleurs ont droit aux titres-restaurant	Cour de Cassation 08.10.2025 N° 24-12.373	

	Une salariée a été condamnée pour avoir volontairement trompé son employeur sur le remplissage erroné de l'imprimé de rupture conventionnelle (non utilisation de l'imprimé Cerfa adaptée aux ruptures pour les salariés protégés nécessitant une autorisation administrative)		
	Une lettre de rappel à l'ordre adressée à un salarié et indiquant à respecter les consignes sous peine de licenciement disciplinaire est qualifiée de sanction	Cour de Cassation 01.10.2025 N° 24-14.048	
	L'expertise demandée par un CSE en cas de risque grave est indépendante du pouvoir d'enquête et du droit d'alerte du CSE	Cour de Cassation 01.10.2025 N° 23-23.915	
	Dans le cadre de l'application du barème Macron pour les indemnités de licenciement, le calcul de l'ancienneté se calcule sans déduire les périodes d'arrêt maladie	Cour de Cassation 01.10.2025 N° 24-15.529	
	La rupture du contrat de travail pour inaptitude consécutive à un accident de trajet n'ouvre pas droit à l'indemnité compensatrice ou à l'indemnité spéciale de licenciement	Cour de Cassation 24.09.2025 N° 24-16.960	
	L'employeur n'a pas à informer le salarié qu'il a le droit de se taire au cours d'un entretien préalable	Conseil Constitutionnel 19.09.2025 QPC 2025- 1160/1161/1162	
	Le délai de consultation du CSE peut être prorogé d'un commun accord, y compris par inscription dans le Pv ou échange de courriels	Cour de Cassation 17.09.2025 N° 24-10.560	
	L'expert désigné par le CSE dans le cadre de la consultation sur les orientations stratégiques ne peut pas intégrer dans sa mission des questions relatives à un projet de fusion	Cour de Cassation 17.09.2025 N° 24-14.518	
	Lorsque plusieurs salariés ont participé à une même faute, l'employeur peut prononcer des sanctions différenciées selon les cas d'espèce des comportements individuels	Cour de Cassation 17.09.2025 N° 23-22.456	
	Les congés payés comptent pour le calcul des heures supplémentaires hebdomadaires	Cour de Cassation 10.09.2025 N° 23-14.455	
	En cas de maladie pendant les congés payés, le salarié a droit au report des jours de congés payés correspondant à l'arrêt de travail	Cour de Cassation 10.09.2025 N° 23-22.732	

	En justice, les pièces non demandées lors du contrôle Urssaf peuvent être recevables	Cour de Cassation 04.09.2025 N° 22-17.437	
	Le maître d'ouvrage n'est pas tenu à une obligation de vigilance à l'égard du sous-traitant de son cocontractant	Cour de Cassation 04.09.2025 N° 23-14.121	
	En cas d'annulation de l'homologation administrative d'un Pse, l'employeur qui reprend la procédure de licenciement peut modifier son plan et recueillir un nouvel avis du CSE sans reprendre toute la procédure	Conseil d'Etat 27.06.2025 N° 463.870	
	Le salarié dont la rupture de la période d'essai est nulle pour motif discriminatoire peut demander une réparation du préjudice mais pas une indemnité pour nullité de licenciement	Cour de Cassation 25.06.2025 N° 23-17.999	
	Le salarié a un droit d'accès aux métadonnées et au contenu des courriels émis et reçus sur sa messagerie électronique	Cour de Cassation 18.06.2025 N° 23-19.022	
	En cas de transfert légal de contrat de travail suite à une cession d'activité, le plan d'octroi d'actions gratuites peut devenir sans effet s'il était prévu une condition de présence dans le plan visé	Cour de Cassation 18.06.2025 N° 23-19.748	
	L'employeur qui demande à un salarié en arrêt de travail (dès le lendemain) de lui remettre le véhicule de fonction, les clés et badges de l'entreprise et reprend les dossiers, exprime une décision de rupture du contrat de travail avec licenciement verbal intervenu sans cause réelle et sérieuse	Cour de Cassation 11.06.2025 N° 23-21.819	
	Un employeur peut imposer au salarié itinérant un changement de secteur géographique de manière temporaire, mais si le contrat de travail ne comporte pas de clause de mobilité le changement d'affectation est une modification du contrat de travail que le salarié peut refuser	Cour de Cassation 11.06.2025 N° 24-14.412	
	Un employeur doit veiller au respect des préconisations du médecin du travail tant dans l'entreprise que chez les entreprises clientes dans lesquelles le salarié intervient	Cour de Cassation 11.06.2025 N° 24-13.083	
	Une lettre recommandée AR n'est pas exigée pour rompre un Cdd pour faute grave avant une transaction : une remise en mains propre est possible	Cour de Cassation 11.06.2025 N° 23-22.432	

	Lorsqu'un salarié malade séjourne à l'étranger, les ijss ne peuvent pas être versées dès lors qu'il n'y a pas de contrôle possible de la Cpm sauf dispositions particulières des conventions internationales et règlements européens	Cour de Cassation 05.06.2025 N° 21-22.162	
	Les pourboires versés par les clients sont assujettis aux cotisations sociales dès lors qu'ils sont encaissés par l'entreprise (carte bancaire) pour être reversés aux salariés	Cour de Cassation 05.06.2025 N° 23-13.543	
	Un employeur ayant mis en place une suspension de contrat de travail au titre d'une mise à pied disciplinaire ne peut pas ensuite mettre en œuvre pour le même motif une procédure de licenciement	Cour de Cassation 04.06.2025 N° 23-21.702	
	Un licenciement en réalité fondé sur des faits tirés de la vie sentimentale est nul au plan juridique	Cour de Cassation 04.06.2025 N° 24-14.509	
	Un délai de 5 jours doit s'écouler entre la convocation à un entretien préalable à licenciement et l'entretien ; si la date effective est décalée du fait de l'état de santé du salarié sur décision de l'employeur, ce délai n'est pas applicable et l'employeur doit simplement aviser le salarié en temps utile et par tous moyens	Cour de Cassation 21.05.2025 N° 23-18.003	
	Un licenciement sur la base de preuves obtenues par vidéosurveillance est possible dès lors que les données respectant le Rgpd ont été collectées pour des finalités déterminées et légitimes	Cour de Cassation 21.05.2025 N° 22-19.925	
	Il y a droit à réparation automatique si un employeur manque à son obligation de sécurité en demandant à un salarié en congé maladie de fournir un travail d'analyse dépassant la simple transmission d'informations nécessaires à la poursuite de l'activité de l'entreprise	Cour de Cassation 16.05.2025 N° 24-12.175	
	Une période d'astreinte ne constitue pas un temps de travail même si elle doit faire l'objet d'une contrepartie financière ou de repos ; mais si le salarié doit intervenir pendant cette période, la durée de l'intervention constitue du temps de travail à rémunérer	Cour de Cassation 14.05.2025 N° 24-14.319	
	Il ne peut y avoir licenciement justifié d'un salarié lanceur d'alerte que si le signalement fait par le salarié résulte de faits explicitement connus comme étant faux (avec la volonté de nuire)	Cour de Cassation 06.05.2025 N° 23-15.641	

	Un contrat de travail peut prévoir qu'une indemnité de licenciement est due quelque soit le motif du licenciement ; mais en cas de faute lourde, le juge peut réviser le montant selon le cas d'espèce	Cour de Cassation 06.05.2025 N° 23-11.320	
	A partir de 11 ans d'ancienneté, le barème de licenciement est celui du droit commun même pour les entreprises de moins de 11 salariés (et non le barème Macron)	Cour de Cassation 29.04.2025 N° 23-494	
	En cas d'embauche d'un salarié, la période d'essai n'est valable qu'en l'absence d'une précédente relation, même sous la forme d'auto entrepreneur	Cour de Cassation 29.04.2025 N° 23-22.389	
	Les majorations de retard dues à l'Urssaf peuvent constituer des sanctions : le juge doit alors vérifier si elles sont proportionnées à la gravité de l'infraction	Cour de Cassation 10.04.2025 N° 22-22.815	
	L'expertise CSE sur la situation économique et sur les orientations stratégiques peut s'étendre au groupe si cela est nécessaire à la compréhension de la situation	Cour de Cassation 09.04.2025 N° 23-16.503	
	Le fait de rémunérer un salarié de manière plus importante, à fonctions égales par rapport à un autre salarié, du fait de son appartenance familiale (épouse) constitue un cas de discrimination	Cour de Cassation 09.04.2025 N° 23-14.016	
	Les bons d'achat obtenus par les salariés dans le cadre de challenges commerciaux mis en place avec une société tierce et pris en charge par celle-ci constituent des avantages à nature	Cour de Cassation 27.02.2025 N° 22-23.364	
	Un salarié doit restituer sa ligne téléphonique professionnelle après la rupture de son contrat de travail dès lors que la ligne est exclusivement professionnelle et est au nom de l'entreprise	Cour de Cassation 05.02.2025 N° 22-23.730	
	Une modification du contrat de travail pour motif économique est possible : l'employeur doit alors la proposer par lettre recommandée AR au salarié en laissant un délai d'un mois de réflexion au salarié	Cour de Cassation 05.02.2025 N° 23-11.533	
	Le délai de dix jours pour que l'employeur conteste une expertise décidée par le Cse doit être décompté selon les modalités fixées par le Code de procédure civile (exemple : le délai court à partir du lendemain, ...)	Cour de Cassation 05.02.2025 N° 22-21.892	
	Une indemnité transactionnelle versée à un salarié pour réparer les préjudices, moraux et professionnels, n'est pas assujettie aux cotisations sociales, même pour le montant qui serait soumis à l'impôt sur le revenu	Cour de Cassation 30.01.2025 N° 22-18.333	

	Une politique d'entreprise conduisant « en toute connaissance de cause » à la dégradation des conditions de travail des salariés peut caractériser un « harcèlement moral institutionnel » justifiant la sanction des dirigeants	Cour de Cassation 21.01.02025 N° 22-87.145	
	Au pénal, une entreprise peut engager la responsabilité d'un salarié même en l'absence de faute lourde (cas de conduite automobile sous cannabis avec accident)	Cour de Cassation 14.01.2025 N° 24-81.365	
	Dans le cas de véhicules de tourisme mis à disposition des salariés via une association tierce, la preuve de l'absence d'avantage en nature doit être apportée par l'employeur	Cour de Cassation 9.01.2025 N° 22-15.766	
	Un protocole d'accord préélectoral ne peut pas imposer qu'un homme soit le premier sur la liste (la liste doit prévoir de manière alternative un candidat de chaque sexe)	Cour de Cassation 8.01.2025 N° 24-11.781	

FISCAL	Information en bref	Source	Pour en savoir plus
CSG	Le taux de la CSG sur les revenus du capital passe à 10,6 % dès l'année 2025, sauf maintien du taux de 9,2 % pour les revenus fonciers, les plus-values immobilières, l'assurance-vie, l'épargne logement et les Pep	Loi 2025-1403 du 30.12.2025, Jo du 31.12.2025	
BIC IS	La déduction d'une dépréciation d'un stock d'œuvres d'art basée sur une expertise, jugée incomplète, d'un commissaire-priseur n'est pas déductible, alors même que les œuvres ont ensuite été cédées pour une valeur supérieure	Cour Administrative d'Appel de Paris 01.12.2025 N° 24PA02224	
TVA	La tva sur les frais préalables à la création de la Société n'est en principe déductible que par le fondateur ou le futur associé	Conseil d'Etat 14.11.2025 N° 490.867	
IS	Les déficits reportables doivent être imputés sur les bénéfices par ordre chronologique, en commençant par les plus anciens	Conseil d'Etat 14.11.2025 N° 493.824	
IS	Sont qualifiés de titres de participation les titres dont la détention durable est utile à l'activité, cette condition pouvant être analysée dans les conditions mêmes de l'acquisition	Cour Administrative d'Appel de Paris 06.11.2025 N° 24PA00389	

BIC	La déduction d'une dépréciation du stock immobilier justifiée par une estimation de baisse de valeur établie par une agence n'est pas suffisante, alors que l'administration a relevé des transactions à la même période pour des prix supérieurs	Cour Administrative d'Appel de Nantes 21.10.2025 N° 25NT00020	
RF	Le déficit foncier d'une SCI familiale qui réalise des travaux dans la résidence principale de l'associé majoritaire est qualifié d'abus de droit	Cour Administrative d'Appel de Versailles 16.10.2025 N° 23VE01726	
BNC	Le rattachement des créances / dettes n'est possible que sur option expresse	Cour Administrative d'Appel de Paris 16.10.2025 N° 24PA01923	
RCM	Les sommes reçues par les associés au titre du rachat de leurs actions par la société émettrice sont imposables selon le régime des plus-values de cession	Conseil d'Etat 15.10.2025 N° 495.120	
IS	Pour apprécier le caractère de la prépondérance immobilière, on retient la valeur réelle des actifs immobiliers ou à défaut de justification la valeur comptable	Conseil d'Etat 08.10.2025 N° 493.896	
BIC IS	L'indemnité versée par une société française à une société du même groupe, en contrepartie de la reprise en interne d'une activité précédemment exercée par cette dernière, est fiscalement déductible	Conseil d'Etat 26.09.2025 N° 494.985	
ASSOCIATION	Une caisse de solidarité qualifiée d'outil militant n'est pas éligible au régime du mécénat	Cour Administrative d'Appel de Paris 25.09.2025 N° 23PA05262	

IS	Il y a transfert indirect de bénéfice lorsque la filiale prend en charge 100 % de la restructuration de son activité suite à décision par le groupe, avec une indemnisation de 10 % versée par ce dernier et sans qu'il soit établi des contreparties de synergies	Cour Administrative d'Appel de Douai 18.09.2025 N° 24DA00262	
BIC IS	Les retours d'expériences des équipes commerciales ne sont pas suffisants pour justifier une déduction statistique des dépréciations de stocks	Cour Administrative d'Appel de Douai 18.09.2025 N° 24DA00262	
IS	La perte de change sur des dividendes étrangers est déductible même si le régime mère-fille s'applique	Conseil d'Etat 25.07.2025 N° 487.722	
BIC IS	Une dépréciation de titres est justifiée par rapport à l'actif net de la société détenue	Cour Administrative d'Appel de Lyon 15.07.2025 N° 23LY03984	
BIC IS	Une franchise de loyers non justifiée constitue un acte anormal de gestion (renonciation à recettes)	Cour Administrative d'Appel de Lyon 02.07.2025 N° 23LY01876	
BIC IS	La cession de titres à un prix inférieur à la valeur vénale ne constitue pas un acte anormal de gestion si le prix a été fixé dans un contrat antérieur conclu dans l'intérêt des parties	Conseil d'Etat 02.07.2025 N° 497.011	
BIC IS	Les honoraires d'avocat facturés dans le cadre d'un Lbo (prêt bancaire mis à sa disposition via la société-mère) sont déductibles	Cour Administrative d'Appel de Paris 27.06.2025 N° 24PA00791	

BIC IS	Une Sarl de famille ne peut pas opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes en cas d'activité principale de location nue	Cour Administrative d'Appel de Versailles 26.06.2025 N° 22VE02176	
IS	Il y a transfert indirect de bénéfice lorsqu'une société finance des dépenses de recherche qui aboutissent à des brevets déposés et exploités par des entités liées étrangères	Cour Administrative d'Appel de Bordeaux 23.06.2025 N° 23BX01136	
BIC IS	L'amortissement de prototypes acquis ne rentre pas dans la base du calcul du crédit d'impôt recherche (contrairement aux dépenses de conception de prototypes)	Cour Administrative d'Appel de Douai 19.06.2025 N° 24DA01095	
CONTROLE	Une Sci à l'IS ne peut bénéficier de la garantie limitant la durée d'une vérification fiscale à trois mois	Cour Administrative d'Appel de Paris 13.06.2025 N° 24PA01196	
TAXES LOCALES	La taxe d'habitation sur les résidences secondaires se cumule avec la cotisation foncière des entreprises pour les locaux meublés en saisonnier	Réponse ministérielle Habib JOAN 10.06.2025 N° 6047	
BIC IS	Les entreprises de textile qui sous-traitent leur fabrication à des tiers entrent dans le champ du crédit d'impôt recherche au titre des dépenses d'amélioration des nouvelles collections si elles sont propriétaires de la matière première et assument les risques de la fabrication et de la commercialisation	Cour Administrative de Lyon 05.06.2025 N° 23LY03725	

DROITS D'ENREGISTREMENT	Les époux sous régime de la communauté ayant intégré une clause de préciput dans leur contrat de mariage échappent à la taxe de 2,5 %	Cour de Cassation 21.05.2025 N° 23-19.780	
BIC IS	Lorsqu'un client a réglé par avance des prestations discontinues à échéances successives et renoncé contractuellement à leur exécution, ces prestations doivent être rattachées à l'exercice de ladite renonciation	Conseil d'Etat 20.05.2025 N° 496.756	
IS	Les titres acquis par une société mère suite à une augmentation de capital puis cédés, sont à qualifier de titres de participation	Cour Administrative d'Appel de Nancy 15.05.2025 N° 23NC00341	
BIC IS	Détourner du gazole à l'insu de l'employeur constitue un abus de confiance au plan pénal et constitue une activité occulte imposable fiscalement selon le régime BIC	Cour Administrative d'Appel de Marseille 12.05.2025 N° 23MA01556	
CONTROLE FISCAL	Les corrections en ligne du service télécorrection effectuées par le contribuable après l'expiration du délai légal de déclaration constituent des réclamations contentieuses ; l'Administration peut donc rejeter la demande	Conseil d'Etat 09.05.2025 N° 496.935	
IS	Une réduction de capital réalisée par une filiale peut être qualifiée de moins-value à court terme (délai de 2 ans) si la perte de valeur des titres de participation présente un caractère certain et définitif	Cour Administrative d'Appel de Versailles 30.04.2025 N° 22VE01939	

BIC IS	Il a été admis l'application du crédit d'impôt innovation pour des dépenses attachées à la conception de versions ultérieures d'un progiciel déjà commercialisé sous des conditions strictes et particulières de développement	Cour Administrative d'Appel de Toulouse 10.04.2025 N° 23TL00138	
BIC IS	En cas d'acquisition de parcelles avec destruction des bâtiments en vue d'aménager un terre-plein, la valeur nette comptable des bâtiments constitue un élément à inclure dans le coût de revient du terre-plein	Cour Administrative d'Appel de Douai 03.04.2025 N° 24DA00977	
IS	Les honoraires de management fees payés par une société A à une société B ayant le même gérant ne sont pas déductibles si les prestations sont considérées comme étant en lien avec son mandat social et que les sociétés n'auraient pas manifesté une volonté de rémunérer indirectement les fonctions de gérance	Cour Administrative d'Appel de Marseille 03.04.2025 N° 23MA02484	
BIC IS	Sans justification des démarches prises pour assurer le recouvrement de créances, l'imputation en charges au titre de créances irrécouvrables n'est pas déductible	Cour Administrative d'Appel de Toulouse 13.03.2025 N° 23TL01401	
IS	Le caractère « délibéré » d'une erreur comptable en matière de classement de titres ne peut pas être fiscalement corrigé	Conseil d'Etat 12.03.2025 N° 491.714	

PLUS-VALUES	Pour le calcul des plus-values des biens immobiliers loués en Lmnp : les amortissements déduits sont désormais pris en compte	Loi 2025-127 du 14.02.2025	
IS	Une contribution exceptionnelle sur l'IS est due en 2025 pour les sociétés réalisant plus de 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires en France	Loi 2025-127 du 14.02.2025	
DROITS D'ENREGISTREMENT	Du 15 février 2025 au 31 décembre 2026, les dons familiaux d'espèces (100.000 €) affectés à l'achat d'une résidence principale (du donataire ou mise en location) sont exonérés de droits de succession	Loi 2025-127 du 14.02.2025	
IS	La demande d'agrément pour obtenir le transfert des déficits en cas de fusion de sociétés doit être déposée à la date de la dernière assemblée générale ayant approuvé l'opération	Cour Administrative d'Appel de Paris 13.02.2025 N° 23PA03547	

COMPTABLE et ORGANISATION	Information en bref	Date	Références
ANC Autorité des Normes Comptables			
	Plan de comptes des huissiers de justice	Avril 2025	Règlement 2025-04
	Plan de comptes des commissaires de justice	Avril 2025	Règlement 2025-03
	Traitement comptable d'une contribution exceptionnelle et de taxes	Avril 2025	Règlement 2025-02
	Information dans l'annexe des comptes sociaux et consolidés au sujet des honoraires versés pour la certification des informations en matière de durabilité	Février 2025	Règlement 2025-01
OEC Ordre des Experts-Comptables			
	Foire aux questions : application règlement ANC 2022-06	Décembre 2025	FAQ
	Obligations comptables des sociétés civiles immobilières	Août 2025	Note technique
	Distinction dettes / autres fonds propres	Mars 2025	Note technique
AMF Autorité des Marchés Financiers			
AUTRES			